



OBSERVATOIRE  
PHAROS

Pluralisme culturel  
et religieux

# **Le nouveau paysage politique du Pakistan**

- Les deux premiers mois du gouvernement d'Imran Khan -

Olivier Louis

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>2</b>
<b>I - Les élections législatives et provinciales du 25 Juillet 2018</b> .....	<b>2</b>
Les élections législatives.....	2
La répartition des sièges dans les Assemblées.....	4
La question de la régularité des élections.....	5
<b>II - Les deux premiers mois du gouvernement d'Imran Khan</b> .....	<b>7</b>
Composition des gouvernements fédéraux et provinciaux.....	7
Les mesures emblématiques.....	8
La politique économique.....	9
La politique étrangère.....	10
Les évolutions « sociétales » qui s'annoncent.....	11
<b>Conclusion</b> .....	<b>12</b>

## Introduction

Le Parti d'Imran Khan, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (parti pakistanais pour la Justice, PTI) a gagné les élections législatives et provinciales du Pakistan, le 25 Juillet 2018. Imran Khan a été élu, par la nouvelle Assemblée nationale, Premier Ministre du Pakistan, le 18 août. Les ministres de son gouvernement ont été nommés le 20 août. Les ministres en chef des quatre provinces ont été élus entre le 17 et le 20 août par leurs chambres provinciales respectives. Enfin, le Président du Pakistan a été élu par le collège électoral du Président (les deux chambres du Parlement et les quatre assemblées provinciales), le 4 septembre. Le paysage politique a donc été presque entièrement renouvelé (à l'exception du Sénat qui ne fera l'objet du renouvellement de la moitié de ses membres que dans trois ans). Le moment est donc venu pour une première évaluation de la situation politique du Pakistan. Après avoir examiné le résultat des élections et les controverses qu'elles ont suscitées, nous tenterons de tirer quelques enseignements très provisoires des deux premiers mois du gouvernement d'Imran Khan.

## I - Les élections législatives et provinciales du 25 Juillet 2018.

### Les élections législatives.

Les suffrages exprimés pour ces élections s'élèvent 53 millions de votants, soit une participation électorale de 51,6 %, inférieure à celle des élections de 2013 (55,2 %). Le parti d'Imran Khan, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (TPI) est arrivé largement en tête, avec 31,8 % des suffrages exprimés à comparer avec les 16,9 % de 2013, suivi du Pakistan Muslim League Nawaz (PLM-N), le parti de l'ancien Premier ministre destitué Nawaz Sharif, qui obtient 24,3 % (contre 32,7 % en 2013). Le Pakistan People's Party (PPP) est en troisième position, avec 13,3 % des suffrages exprimés contre 15,2 % en 2013. Le groupement des partis religieux traditionnels, le Muttahida Majlis-e-Amal ou MMA (alliance du Jamaat-e-Islami, du Jamaat-i-Ulema-i-Islam, du Jamaat-i-Ulema-i-Pakistan, etc.) ne fait que 4,8 % des suffrages, concurrencé par l'émergence d'un nouveau parti religieux très radical, le Tehreek-i-Labbaik Pakistan (TLP) qui fait presque jeu égal avec 4,21 % des suffrages. Le Muttahida Qaumi Movement (MQM), le parti qui représentait les mohajirs (les musulmans qui ont quitté l'Inde au moment de la partition et leurs descendants installés dans le Sind, principalement à Karachi), s'est effondré avec seulement 1,38 % des voix au lieu de 5,4 % en 2013. Six autres partis ont des pourcentages de votants compris entre 0,97 % et 0,40 %, et 72 en dessous de 0,40 %. A noter l'importance du vote pour les candidats « indépendants » 11,4 % des suffrages.

Les élections provinciales confirment les tendances lourdes des élections nationales.

**Panjab :** Le Panjab regroupe plus de la moitié de la population du Pakistan. C'était le fief de la famille Sharif. Shabaz Sharif, le frère de Nawaz Sharif, occupait, avant l'élection et pour la troisième fois, le poste de ministre en chef du Panjab. Mais c'est le parti d'Imran Khan, le PTI, qui est arrivé en tête avec plus de 11 millions de voix et 33,6 % des suffrages exprimés. Toutefois le PLM (N) le suit de près, (10,5 millions de voix et 31,7 % des suffrages exprimés), loin devant le PPP avec 1,7 millions de voix (5,3 %). Les candidats indépendants font un excellent score : 6,2 millions de voix (18,6 %).

**Sind :** Fief traditionnel de la famille Bhutto, le Sind a résisté à la vague en faveur d'Imran Khan. Le PPP, dirigé par le veuf de Benazir Bhutto et leur fils, obtient près de 4 millions de voix (40 % des suffrages exprimés), la seconde place est occupée par la « Grand Democratic Alliance » qui regroupe huit partis politiques issus de factions dissidentes des deux grands partis traditionnels du pays, le PPP et le PLM (N) et de partis régionaux. Cette alliance avait conclu, avant les élections, un accord électoral de partage des circonscriptions avec le PTI, ce qui lui a permis de réunir environ 15 % des

suffrages exprimés (près de 1,5 millions de voix). Le PTI arrive troisième position avec 1,4 millions de voix (14% des suffrages exprimés). Loin derrière, le MQM qui, avec 773 00 suffrages exprimés (environ 7% des suffrages), perd les deux tiers de son électorat par rapport à 2013 et les deux partis religieux, le MMA et le TLP qui, à eux deux, réalise environ 10 % des suffrages (plus de 1 millions de voix).

**Khyber Pakhtunkhwa :** Le Khyber Pakhtunkhwa (KP) avait élu en 2013 une assemblée au sein de laquelle le PTI était le premier parti. Il avait constitué le gouvernement de cette province, l'ancienne « North West Frontier Province ». Le PTI arrive largement en tête en 2018 avec 34 % des suffrages (2,2 millions de voix) suivi du MMA avec 18 %, les partis religieux sont traditionnellement bien implantés dans le KP, les indépendants obtiennent 14,8 % des voix, suivi de l'Awami National party avec 12,5 % des suffrages, l'Awami National Party a gouverné cette province de 2008 à 2013. Les deux partis nationaux traditionnels, le PLM (N) et le PPP obtiennent respectivement 10,4 % et 9,6 % des voix.

**Baloutchistan :** La situation politique du Baloutchistan est, traditionnellement, assez confuse. Pour les élections de 2018, un nouveau parti avait été créé, le Baloutchistan Awami Party, composé de dissidents du PLM (N), et des membres de deux petits partis associés au précédent gouvernement. Il n'est pas contesté que cette nouvelle combinaison avait les faveurs de l'armée qui joue un rôle majeur dans cette province dont une partie est en état de semi-dissidence. C'est ce parti qui est arrivé en tête avec 26 % des suffrages suivi des candidats indépendants (19 % des suffrages) et du MMA (15 %). Le PTI n'arrive qu'en cinquième position avec 6 % des suffrages. Le PLM (N) et le PPP sont quasi absents.

De ces chiffres bruts, on peut tirer cinq conclusions :

- Le PTI est le gagnant de ces élections, mais ce n'est pas le tsunami annoncé par Imran Khan. Dans les élections à l'Assemblée nationale, la participation électorale est assez médiocre et le score du PTI est un peu inférieur à celui du PLM(N) obtenu en 2013. Dans les élections provinciales, la participation électorale est encore plus basse à l'exception du Panjab où elle atteint 59,2 %, Le PTI est en tête au Panjab, le cœur politique du pays, ce qui est un succès incontestable et dans le KP dans lequel il consolide une position déjà dominante. Au Baloutchistan, il n'aura pas de difficulté à mettre en place une coalition gouvernementale qui lui sera favorable. Seul, le Sind lui échappe, mais il réussit pour la première fois à s'implanter à Karachi. Reste la question de la régularité de ces élections, contestée par tous les partis d'opposition et qui reste entière.
- Le PLM (N) a mieux résisté que prévu. Grâce à sa position tant à l'échelon nationale que dans le Panjab, il est en mesure de constituer une opposition crédible nationale au PTI, mais cela dépendra de la façon dont il sortira de la crise interne qu'il traverse et de sa capacité à forger une alliance avec le PPP.
- Le PPP a certes obtenu moins de voix qu'en 2013 aux élections nationales, mais il consolide sa position dans le Sind. Beaucoup d'observateurs estiment que ces résultats sont un coup d'arrêt à son déclin précipité depuis 2013 et lui permettent d'envisager une reconquête de l'opinion.
- La mouvance religieuse progresse sensiblement en nombre de voix comparé à la somme des voix de tous les partis religieux en 2013 qui étaient allés dispersés aux élections. Et cette progression se fait au profit d'un parti, issu de la mouvance musulmane majoritaire au Pakistan, la mouvance dite *barelvi*, mais d'un radicalisme problématique.

- L'effondrement du MQM change profondément la donne politique dans le Sind et, en particulier, à Karachi, la première ville du Pakistan et qui était largement sous sa coupe depuis plus d'une trentaine d'années, ce qui lui donnait un poids politique bien au-delà de son score électoral.

### La répartition des sièges dans les Assemblées

Ces résultats bruts donnent une image utile des rapports de forces dans l'opinion, mais, le Pakistan étant un régime parlementaire classique sur le modèle de la Grande Bretagne, en vertu duquel le gouvernement émane des assemblées élues, la traduction des suffrages exprimés dans la composition de l'Assemblée nationale et des assemblées provinciales est l'élément déterminant de la vie politique du pays. Deux facteurs interviennent. Premièrement, le scrutin uninominal majoritaire à un tour, qui donne une prime majoritaire aux partis qui arrivent en tête des élections. Deuxièmement, l'octroi de sièges réservés aux femmes et aux minorités qui sont attribués par les partis politiques au prorata des sièges qu'ils ont obtenus dans l'assemblée considérée ce qui consolide la prime majoritaire (60 pour les femmes et 10 pour les minorités à l'Assemblée nationale, 66 et 6 dans l'assemblée du Panjab, 29 et 9 dans le Sind, 22 et 3 dans celle du KP et 11 et 3 dans celle du Baloutchistan). Enfin, les chiffres ci-dessous tiennent compte des résultats des 35 élections partielles qui ont eu lieu le 14 octobre. Ce chiffre très élevé s'explique principalement par une particularité du scrutin pakistanais, les candidats ont le droit de se présenter dans plusieurs circonscriptions et choisissent, après l'élection, celle qu'ils représenteront, des élections partielles sont ensuite organisées dans les circonscriptions dont ils se sont désistés. Par exemple Imran Khan a été élu dans cinq circonscriptions, il en choisi une (Mianwali) et des élections partielles ont été organisées dans les quatre autres circonscriptions. 11 sièges de l'Assemblée Nationale, 11 sièges de l'assemblée du Panjab, 9 de celle du Khyber Pakhtuntwa, et 2 dans chacune des assemblées du Sind et du Baloutchistan étaient concernés.

Compte tenu de ces trois éléments, le nombre de sièges par parti politique s'établit ainsi :

<b>Assemblée législative fédérale : 342 sièges, majorité 172.</b>	<b>Assemblée provinciale du Panjab : 371 sièges, majorité 186</b>	<b>Assemblée provinciale du Sind : 168 sièges, majorité 85.</b>
PTI : 155 sièges	PTI : 180 sièges	PPP : 95 sièges
PLM (N) : 85 sièges	PLM(N) : 168 sièges	PTI : 33 sièges
Pakistan People party : 54 sièges	PML(Q) : 10 sièges	MQM: 21 sièges
Mattahida Majlis-e-Aamal : 16 sièges	PPP : 7 sièges	Grand Democratic Alliance: 15 sièges
Indépendants : 13 sièges	Indépendants : 3 sièges	Tehreek-i-Labbaïk Pakistan: 2 sièges
Muttahida Qaumi Movement : 7 sièges	Pakistan Rah-e-Haq Party : 1 siège	MMA : 1 siège
Pakistan Muslim League (Q) : 5 sièges	Un siège reste non pourvu	Indépendant : 1 siège
Balochistan Awami Party : 5 sièges		
Balochistan National Party (Mengal) : 4 sièges		
Grand Democratic Alliance : 3 sièges		
L'Awami National Party, le Jamaat- e-islam Nazryati et le Jamaat-e- Islam Pakistan (S) ont obtenu chacun un siège. Un siège reste non pourvu.		

<b>Assemblée provinciale du Khyber Pakhtunkhwa : 124 sièges, majorité 63</b>	<b>Assemblée provinciale du Baloutchistan : 65 sièges, majorité 33</b>
PTI : 89 sièges	Balochistan Awami Party : 22 sièges
MMA : 13 sièges	MMA : 10 sièges
Awami National Party : 6 sièges	Baloutchistan National Party (Mengal) : 10 sièges
PLM(N) : 7sièges	PTI : 7 sièges
Indépendants : 3 sièges	Indépendants : 5 sièges
PPP : 4 sièges	Awami National Party : 4 sièges
PLM(Q) : 1 siège	Hazara Democratic Party : 2 sièges
Un siège n'a pas été pourvu.	Balochistan National Party (Awami) : 2 sièges
	Le PLM(N), le Pakhtunkhwa Milli Awami Party et le Jamhoori Watan Party ont obtenu chacun 1 siège

En résumé, Le PTI est le premier parti de l'Assemblée nationale et dans les assemblées de deux provinces, le Panjab et le Khyber Pakhtunkhwa, mais il n'a de majorité absolue que dans cette dernière province. Le PPP a obtenu une majorité absolue dans le Sind. Il n'y a pas de majorité claire dans le Baloutchistan.

### **La question de la régularité des élections**

Il faut évoquer la question de la régularité de ces élections. Dès la proclamation des résultats, tous les partis d'opposition ont véhémentement contesté leur régularité. Ils s'appuyaient sur les faits suivants :

- La « préparation politique » des élections, qui a d'ailleurs été évoquée dans la chronique « analyse du contexte avant les élections législatives » publiée sur le site de l'Observatoire Pharos le 4 mai 2018. Il est peu de dire que tous les partis participant à cette élection n'ont pas été traité sur un pied d'égalité. L'« establishment », en l'occurrence, l'armée et la justice, s'est mobilisé contre le PLM (N) et, de façon peut-être un peu moins ciblé, contre le PPP. Le point d'orgue de cette campagne a été la condamnation à 10 ans de prison pour corruption de Nawaz Sharif, l'ancien Premier ministre déjà destitué, et son incarcération à partir du 14 Juillet 2018, à quelques jours des élections. Sa fille, qui avait joué un rôle important dans la campagne électorale et son gendre ont également été condamnés et mis en prison. De plus, il n'est pas douteux que l'ISI, les services secrets de l'armée, sont intervenus de multiples manières pour faciliter la victoire d'Imran Khan. Par exemple, des candidats venant souvent de la mouvance religieuse la plus radicale ont été fortement « incités » à se présenter dans les circonscriptions où ils seraient les plus à même de prendre des voix au PLM(N). Des candidats du PLM(N) ont dû se désister au dernier moment sous l'effet de décisions de justice expéditives pour corruption ou pour outrage à magistrat, etc... Les observateurs de la Commission européenne envoyés au Pakistan pour suivre le déroulement des élections ont documenté de façon très convaincante ces multiples interventions dans leur rapport préliminaire du 27 juillet 2018. A noter d'ailleurs que la Haute Cour du Panjab a accepté d'instruire en appel le jugement de la cour spéciale qui a condamné Nawaz Sharif et sa famille et les a mis en liberté sous-caution, le 19 septembre, dans l'attente de son jugement sur le fond.
- Le déroulement du scrutin le jour des élections et pendant le dépouillement ont révélé de nombreux dysfonctionnement. Le plus spectaculaire a été l'échec du système de transmission des données qui a retardé de plusieurs heures la publication des résultats. La Commission

Electoral du Pakistan a incriminé la « National Database and Registration Authority », qui a démenti ces accusations. Une enquête est en cours, ses résultats, trois mois après les élections, ne sont pas connus. De plus, environ 570 plaintes pour non-respect des dispositions du code électoral ont été déposées auprès de la Commission électorale du Pakistan. Quelques cas ont donné lieu à de nouvelles élections. Le gouvernement s'est engagé à faire toute la lumière sur les cas litigieux, mais il est peu probable que ce sera le cas. Une commission d'enquête parlementaire vient d'être constituée au Parlement, mais, elle n'a pas encore commencé ses travaux. Il faut cependant souligner que, si la préparation de l'élection a été fortement critiquée par les observateurs internationaux, ceux-ci, dans leurs premières observations, estiment que les nombreuses irrégularités constatées ne leur paraissent pas remettre en cause les résultats du scrutin.

Au moment de la rédaction de cette chronique, la question de la régularité des élections semble avoir perdu beaucoup de son acuité. Les partis politiques d'opposition ont bien conscience que la nouvelle donne politique bénéficie du plein appui de l'armée et d'une grande complaisance des autorités judiciaires. Une opposition frontale, comme elle avait été envisagée immédiatement après le scrutin, par exemple en refusant de participer aux travaux de l'Assemblée nationale, n'avait aucune chance de succès. De plus, même si l'élection d'Imran Khan n'a pas été triomphale, elle a été bien accueillie par la population, qui y voit une chance réelle de sortir de l'immobilisme et était de plus en plus las devant l'accaparement du pouvoir par deux familles, les Bhutto et les Sharif qui se succédaient aux affaires depuis plus de quarante ans (cette période inclut, cependant, deux longues dictatures militaires qui les ont persécutés l'une et l'autre). En fait, les nouvelles autorités politiques du pays paraissent très généralement acceptées.

## **II - Les deux premiers mois du gouvernement d'Imran Khan.**

Les deux premiers mois du Gouvernement d'Imran Khan, investi le 18 août, apparaissent assez chaotiques, ce qui n'est pas surprenant, le PTI n'ayant qu'une expérience limitée de l'exercice du pouvoir (dans la province du Khyber Pakhtunkhwa de 2013 à 2018 qui s'est révélée plutôt positive). Ce qui l'est plus, c'est qu'après vingt-deux ans d'opposition et près de trois mois après les élections, le PTI et son chef n'ont toujours pas réussi à définir des politiques cohérentes. C'est ce que nous allons voir en examinant successivement la composition du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, les premières mesures emblématiques de ce gouvernement, la politique économique, la politique étrangère et les évolutions« sociétales » qui s'annoncent.

### **Composition des gouvernements fédéraux et provinciaux.**

La première tâche de Premier Ministre a été de constituer son gouvernement à l'échelon fédéral, de s'assurer que le Punjab serait bien gouverné par le PTI et de choisir le ministre en chef du KP.

Rappelons que le PTI ne dispose pas de la majorité absolue ni à l'Assemblée Nationale (155 sièges sur 342) ni à l'assemblée du Panjab (180 sièges sur 376).

A l'Assemblée nationale, l'obstacle a été franchi sans grande difficulté, par le ralliement des indépendants, qui ne l'étaient que de nom, au PTI et le soutien de plusieurs petits partis [le MQM, le PML(Q), une scission du PLM(N) initiée par le général Musharraf du temps de sa présidence, la Grande Alliance Démocratique alliée au PTI dans le Sind, le Balochistan National Party, le Balochistan Awami Party et l'Awami Muslim League]. Imran Khan a, donc, été investi Premier Ministre par 176 députés, la majorité requise étant de 172. La majorité est donc assez étroite. La composition du Gouvernement a plutôt déçu, car les politiciens traditionnels y tiennent une large place : onze ministres ont été de proches collaborateurs du Président Musharraf, ce qui n'est pas très surprenant, Imran Khan ayant soutenu le coup d'Etat<sup>1</sup> du général président. Ce qu'on appelle au Pakistan les « électables », c'est-à-dire de puissants notables locaux qui n'ont pas besoin d'affiliations politiques pour être élus et se rangent donc derrière le parti qui a le vent en poupe, comme le PTI aujourd'hui, y tiennent une large place. Par exemple, le ministre des affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi, qui est, sans doute, la figure la plus connue du gouvernement, a appartenu successivement à la PML(N), puis au PPP, enfin, depuis février 2011, au PTI, après avoir démissionné de sa fonction de Ministre des affaires étrangères du gouvernement PPP, en est le type même. C'est un grand notable, « gardien héréditaire » du tombeau d'un saint soufi de Multan [Bahaudin Zakarya (1170-1262)] dont il serait également le descendant. En bref, ce gouvernement est composé de personnalités expérimentées, aux affiliations politiques changeantes et appartenant à l'élite traditionnelle du pays, bien éloigné du « Naya Pakistan », (nouveau Pakistan), qui va connaître le « Tabdeeli » (la révolution) promise par Imran Khan.

La constitution du gouvernement du Punjab, presque aussi importante que celle du gouvernement fédéral, aurait pu s'avérer plus difficile, car l'écart entre le PTI (180 sièges) et le PLM(N) (168) était plus faible. Mais les indépendants et le PLM(Q) rejoignirent le PTI et assurèrent donc l'élection comme ministre en chef du Panjab du candidat choisi par Imran Khan, Sardar Usman Ahmad Ahmed Buzdar qui fut élu par 186 voix contre 159 pour Hamza Shahbaz Sharif [PLM (N)], le fils du ministre en chef sortant. Le choix de Usman Buzdar par Imran Khan fut une totale surprise. Il est issu d'une famille de petits notables du sud du Panjab dans une région particulièrement sous développée, il n'a rejoint le PTI qu'en mai 2018, après avoir transité par le PLM (Q) et le PLM (N). Il avait occupé la

---

<sup>1</sup> Imran Khan a même prétendu récemment que le général Musharraf lui avait demandé d'être son Premier ministre, ce que ce dernier a fermement démenti. Apparemment, aucun document de l'époque ne corrobore l'affirmation du Premier Ministre.



fonction de maire dans la commune de Tausna Sharif au Panjab et y a été accusé de malversations. Imran Khan justifie ce choix, qui a été à peu près unanimement critiqué, y compris dans son propre parti, par sa volonté de promouvoir des élus venant du peuple et ayant une connaissance personnelle des conditions de vie des plus pauvres, ce qui serait le cas de Usman Buzdar car il est originaire de la région la plus pauvre du Punjab. Mais son père avait été élu, dans le passé, membre de l'assemblée du Panjab et sa famille n'est nullement misérable. Selon le mot d'un journaliste, c'est un petit féodal mais un féodal tout de même. Ses premiers pas comme ministre en chef ont été marqués par plusieurs gaffes dont le renvoi d'un officier de police qui avait refusé de s'excuser d'avoir arrêté l'ancienne épouse de la femme du Premier Ministre alors que celui-ci avait tenté de forcer un barrage de police et l'avait insulté. Mais, comme le PTI a promis dans son programme d'ériger le sud du Punjab en province indépendante, la nomination d'un homme politique de cette région et partisan déclarée de cette politique comme ministre en chef du Panjab peut se comprendre. De plus, Imran Khan est ainsi assuré de ne pas avoir un potentiel rival à la tête de la première province du pays.

Même la nomination du ministre en chef du Khyber Pakhtunkhwa a suscité des controverses alors que le PTI dispose de la majorité absolue des sièges dans cette assemblée. Le titulaire du poste avant les élections, Perveez Khattak, souhaitait le garder, mais Imran Khan avait offert le poste à un autre candidat qui avait de très mauvaises relations avec Perveez Khattak. Finalement, M. Khattak accepta de rejoindre le gouvernement fédéral comme ministre de la Défense (un poste sans pouvoir réel au Pakistan) mais a réussi à convaincre Imran Khan de nommer un de ses proches, Mahmood Khan, comme ministre en chef de la province. Ce choix a été très discuté, car sa réputation est loin d'être brillante et qu'il a été compromis dans une affaire de corruption.

En ce qui concerne les deux autres provinces, le Sind et le Baloutchistan, la faible présence du PTI dans les assemblées du Sind et du Baloutchistan ne permettait pas à Imran Khan d'intervenir dans le choix du ministre en chef de ces provinces. Dans le Sind, le ministre en chef sortant du PPP, Murad Ali Shah, a été renouvelé et au Baloutchistan, le leader du parti qui a obtenu le plus de sièges, le Balochistan Awami Party, Jam Kamil Khan, a été élu. Il est l'héritier de la famille princière de l'ancien Etat de Las Bela et était membre de la précédente Assemblée nationale et ministre dans le gouvernement PLM (N). Mais son parti s'était allié avec le PTI avant les élections.

En résumé, les choix des ministres fédéraux et des ministres en chef des provinces gouvernées par le PTI ne témoignent pas d'une volonté forte de renouveler le personnel politique et s'expliquent par des considérations assez largement politiciennes.

### **Les mesures emblématiques**

Dès leur arrivée au pouvoir, Imran Khan et son gouvernement ont annoncé une série de mesures destinées à rompre avec les habitudes opulentes des dirigeants du passé. Ont été ainsi annoncés l'affectation des résidences du Premier Ministre, des gouverneurs et des ministres en chef des provinces à de nouveaux usages comme, par exemple, des universités, des écoles et des musées, la diminution des « frais de bouche » dans les réceptions publiques, la vente des voitures appartenant aux différents ministères, l'interdiction des cavalcades de voitures lors des déplacements des officiels, l'usage des avions de ligne par les ministres au lieu des avions officiels dont un bon nombre sera vendue, la limitation de la taille des délégations, dans les voyages officiels etc... La presse fait grand cas de ces mesures qui alimentent la communication du PTI. Dans les faits, ces mesures paraissent être souvent contournées. Par exemple, le Premier ministre continue à vivre dans sa résidence privée, une superbe propriété dans la vicinity d'Islamabad dont on vient d'apprendre, par ailleurs, qu'elle avait été construite sans toutes les autorisations nécessaires et se fait transporter dans ses bureaux, toujours installés dans la résidence officielle du Premier ministre, par hélicoptère à

quelques kilomètres de là pour éviter les embouteillages. Un article du journal « Pakistan Today » a recensé 16 promesses de ce type que le Gouvernement n'a pas tenues.

## La Politique économique

Pendant la campagne électorale, Imran Khan réduisait sa politique économique à la lutte contre la corruption. Chassez les voleurs et l'argent affluera, tel était le message infiniment répété. Malheureusement les choses ne sont si simples. Aujourd'hui, la politique économique du gouvernement apparaît difficilement lisible. Dans ces discours, Imran Khan ne cesse de proclamer sa ferme détermination d'améliorer le sort des plus pauvres, en se lamentant sur les statistiques sociales du pays, effectivement catastrophiques. Le gouvernement a promis la création de 10 millions de nouveaux emplois et la construction de 5 millions de logements. Ces politiques devaient être lancées effectivement dans les 100 premiers jours du Gouvernement. Il y a bien eu une opération médiatique sur la nouvelle politique du logement. Mais les experts estiment que le contenu concret de cette politique est des plus vagues, en particulier en ce qui concerne les financements. À entendre le PTI, il ne devrait pas poser de problème. Il suffira de commencer à récupérer les 200 milliards de dollars de l'argent de la corruption qui ont été placés à l'étranger dont 3 milliards pour la seule famille Sharif. Mais ces chiffres sont fantasmagoriques et si le gouvernement arrive à récupérer 8 à 10 milliards de dollars sur les cinq ans de son mandat, ce serait déjà un résultat exceptionnel.

Une autre priorité serait la construction d'un barrage massif dans la région himalayenne du Gilgit-Baltistan (barrage de Diamer-Basha). C'est un projet approuvé en 2006, qui reste controversé techniquement et politiquement est aujourd'hui au point mort : Son coût, au moins 14 milliards de dollars. Là encore pas de problème de financement, il sera financé par les donations des Pakistanais, en particulier des Pakistanais vivant à l'étranger sur le modèle de financement de l'hôpital contre le cancer qu'Imam Khan a fait construire à Lahore au début des années 1990 : un « crowdfunding » à 14 milliards de dollars.

Un autre de ces projets fétiches est le « 10 billions trees tsunami » qui étendrait à l'ensemble du Pakistan le programme de plantation d'arbres lancé dans le KP. Il a également été lancé en fanfare, mais ce programme, séduisant en apparence, outre son coût, présente de grands risques écologiques dans un pays où les disponibilités en eau sont de plus en plus problématiques.

En face de ses rêves, il y a la dure réalité : Le Pakistan fait face à une crise des paiements majeure, résultant d'une augmentation forte du coût des importations (prix du pétrole et du gaz), d'une chute des exportations, conséquence d'un ralentissement sensible de la croissance et du poids de la charge de la dette, due à la concomitance des échéances de remboursement. Le recours au FMI apparaît difficilement évitable. Mais il pose problème pour un Premier Ministre qui a déclaré, lorsqu'il était dans l'opposition, qu'il préférerait se suicider que de demander l'aide du FMI. Le traitement de ce dossier illustre les dysfonctionnements du gouvernement. Dans un premier temps, tout a été fait pour essayer d'éviter cette échéance, d'abord, en recherchant en Chine et en Arabie saoudite des financements exceptionnels, ensuite en annonçant une politique de rigueur, qui a pris la forme d'un budget rectificatif (mini budget) d'une facture très traditionnelle : baisse des dépenses essentiellement en reportant les investissements publics, augmentation des prix de l'électricité, de l'essence et du gazoil domestique et tentative de faire revenir de l'argent dans le pays en annulant les décisions du précédent gouvernement visant à pénaliser les personnes qui ne déclarent pas d'impôts sur les revenus tout en ayant manifestement de larges moyens (voitures, logements etc.). Cette dernière mesure passe particulièrement mal pour un gouvernement qui a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Il est d'ailleurs question qu'elle soit revue. Ce mini budget vise à

crédibiliser la volonté de rigueur qui est, ou sera, demandée par les bailleurs de fonds étrangers quels qu'ils soient, mais il ne contient aucune mesure qui viserait à remédier à la faiblesse structurelle des finances publiques, due, entre autres, à la non-imposition des activités agricoles et au nombre ridiculement bas des personnes payants un impôt sur le revenu (environ 800.000 personnes sur une population de 207 millions habitants). Faute de succès de cette politique, dans un deuxième temps, le gouvernement s'est résigné à se tourner vers le FMI, en demandant officiellement son aide, samedi 13 octobre. Ce n'était que la douzième fois, un record mondial, que le Pakistan le faisait. Y aura-t-il une troisième fois ? Imran Khan a, depuis, vivement critiqué son ministre des finances et indiqué, le 17 octobre, qu'il était tout à fait possible que le Pakistan se passe du FMI. Ces tergiversations aggravent la situation économique : la dévaluation de la roupie pakistanaise se poursuit, les réserves de change approchent de la zone dangereuse, l'indice des valeurs de la Bourse de Karachi ne cesse de baisser, le déficit budgétaire repart à la hausse, l'inflation menace.

### **La politique étrangère.**

Dans l'opposition, Imran Khan avait développé une analyse des relations internationales qui s'articulait en trois points : hostilité aux Etats-Unis, responsables de tous les maux de la planète et en particulier de ceux du Pakistan, solidarité sans faille avec toutes les causes musulmanes (Palestine, Cachemire, mais aussi lutte contre l'islamophobie supposée insupportable en Europe et aux Etats-Unis, défense des lois contre le blasphème en essayant d'obtenir une convention internationale l'interdisant etc.), et bien sûr hostilité véhémement à l'Inde. Mais, il est difficile de mener une telle politique dans le monde complexe dans lequel nous vivons.

Les deux premiers mois du gouvernement ont, donc, été difficiles et pas uniquement par la faute d'Imran Khan et de son gouvernement.

Tout d'abord, Il y a eu beaucoup de maladresse sans grande conséquence comme par exemple, la controverse sur le premier entretien téléphonique entre le Premier ministre et le secrétaire d'Etat américain, M. Pompeo. Le compte rendu publié par les Pakistanais ne contenait aucune mention du souhait des Américains que le Pakistan en fasse plus pour combattre le terrorisme, et, en particulier, cesse de protéger les talibans afghans réfugiés au Pakistan, une exigence constamment répétée par les autorités américaines depuis des années, ce qui avait surpris les observateurs. Le département d'Etat a tenu à rétablir les faits, déclenchant la fureur des officiels pakistanais évidemment reprise par toute la presse locale sur les thèmes habituels de la duplicité et de l'arrogance américaines. Le département d'Etat a fait savoir qu'il disposait de l'enregistrement de la conversation et qu'il était prêt à le publier. D'où un recul piteux du ministère des affaires étrangères. Depuis lors, M. Pompeo s'est rendu à Islamabad et la relation s'est normalisée, sans aucune chaleur évidemment, les Américains connaissant les positions antérieures du Premier ministre, très hostile aux Américains. De même, les relations avec la Chine auraient pu être affectées par les commentaires publics du ministre du commerce pakistanais, suggérant que les travaux en cours sur le fameux Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) soient suspendus pendant un an pour remettre les choses à plat et ce, à quelques jours de la visite du ministre des affaires étrangères chinois à Islamabad. Il a dû se rétracter et, depuis, les relations ont retrouvé leur cours habituel, d'autant plus que les Chinois sont sollicités pour un financement exceptionnel des déficits pakistanais. Pour l'anecdote, citons également le refus d'Imran Khan de prendre au téléphone le président Macron car il était occupé avec des journalistes pakistanais, alors que l'heure du rendez-vous téléphonique avait été convenue par voie diplomatique. La conversation téléphonique a eu lieu plus tard et se serait très bien passée (source pakistanaise).

Mais, le problème le plus sérieux est la relation avec l'Inde. Les choses avaient plutôt bien commencé : message de félicitations de Narendra Modi à Imran Khan et échange de lettres qui avait conduit à l'organisation d'un rendez-vous à New York entre les deux ministres des affaires étrangères à l'occasion de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Mais, le rendez-vous a été annulé par le gouvernement indien sous le prétexte des interventions du Pakistan dans la partie du Cachemire administrée par l'Inde. Est-ce la vraie raison alors que la politique pakistanaise envers le Cachemire suivait son cours habituel ? Cela est douteux, mais, dans ce cas, l'Inde porte clairement la responsabilité de l'annulation de la rencontre. Depuis, la situation ne cesse de se détériorer : les incidents sanglants sur la ligne de contrôle qui sépare les deux parties du Cachemire se multiplient. Le Premier ministre de l'Azad Cachemire (la partie du Cachemire administrée par le Pakistan) qui voyageait en hélicoptère près de cette ligne a essuyé des coups de feu de l'armée indienne, sans faire de dégât (ce que l'Inde ne nie pas, en expliquant que les militaires indiens avaient pris l'hélicoptère du Premier Ministre cachemiri pour un appareil de l'armée pakistanaise qui, d'ailleurs, aurait franchi la ligne de contrôle). La propagande fait rage des deux côtés. Par exemple, le ministre des affaires étrangères pakistanais a accusé dans son discours aux Nations Unies le 29 septembre, l'Inde d'être responsables de tous les attentats des talibans au Pakistan, en particulier de l'attentat contre l'école des cadets de Peshawar en 2014 qui avait fait 149 victimes. De l'avis des experts, il y a des décennies que la situation n'avait été aussi mauvaise entre les deux pays.

### **Les évolutions « sociétales » qui s'annoncent**

Il y a quelques années, l'objectif proclamé d'Imran Khan était de transformer le Pakistan en une Suède musulmane, tant il était admirateur du modèle social de ce pays. Aujourd'hui, il veut faire du Pakistan une nouvelle Médine, se référant à ce que la plupart des musulmans considère comme l'âge d'or de l'Islam, le gouvernement, à partir de la ville de Médine, de l'espace musulman qui ne cessait de s'étendre par Mohammed lui-même et les quatre califes « bien dirigés ». Tout indique donc que la religiosité, déjà présente partout au Pakistan, va continuer à s'étendre. Il faut rappeler qu'Imran Khan a toujours approuvé les lois islamiques introduites par le Général Zia-Ul-Haq dont la loi sur le blasphème, qu'il considère le régime discriminatoire des Ahmadis comme tout à fait légitime, qu'il n'a jamais condamné, dans le fond, les talibans pakistanais, considérant que les vrais responsables des attentats au Pakistan étaient les Etats Unis et l'Inde, leurs auteurs concrets étant seulement de bons musulmans égarés, qu'il a fait financer par le gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa que contrôlait le PTI la madrasa la plus extrémiste du Pakistan, connue sous le nom de « mère des talibans », qu'il a soutenu le mouvement lancé par le Tehreek-i-Labaik Pakistan qui vénère comme un martyr de l'Islam Mumtaz Qadri l'assassin du gouverneur du Panjab (Salman Taseer le 4 janvier 2011) après qu'il ait été pendu. L'influence de la troisième épouse d'Imran Khan, Bushra Maneka, son ancienne « conseillère spirituelle » qu'on ne voit que revêtue d'un niqab, ne pourra que renforcer cette tendance. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer ce qui est souvent considéré comme la décision la plus controversée d'Imran Khan jusqu'à aujourd'hui : la démission forcée de l'« Economic Advisory Council » du professeur Atif Mian sous le prétexte de son appartenance à la secte des Ahmadis. L'« Economic Advisory Council » est une institution indépendante chargée de conseiller le gouvernement Pakistanais dans la conduite de sa politique économique. Il est présidé par le Premier ministre et composé de 18 membres, d'un côté les principaux responsables de la politique économique du pays (ministre des finances, président de la Banque centrale, responsable de la planification), et, de l'autre, des économistes indépendants. Trois d'entre eux étaient des professeurs d'économie d'origine pakistanaise enseignant dans des universités américaines dont le professeur Atif Mian qui enseigne à l'Université de Princeton et est considéré comme un des meilleurs économistes mondiaux. Mais il est Ahmadi, d'où une intense campagne des milieux religieux intégristes s'opposant à sa nomination. Elle était animée par le

Tehreek-i-Labaïk Pakistan, qui menaçait d'organiser des manifestations massives dont il s'est fait une spécialité. Imran Khan a cédé et Atif Mian a été prié de donner sa démission. Ses deux collègues pakistano-américains l'ont suivi. L'« Economic Advisory Council » a perdu tout intérêt. Cet épisode peu glorieux témoigne du degré d'intolérance qui traverse la société pakistanaise. Il y a d'autres signes inquiétants. Par exemple, une loi en examen devant le Sénat propose de permettre la condamnation à mort des personnes qui auraient fausement accusé quelqu'un de blasphème, lui-même passible de la peine de mort. Préparée par le gouvernement précédent, cette loi vise à empêcher les dénonciations calomnieuses. Bien entendu la mouvance religieuse s'y oppose. Le PTI vient d'indiquer qu'il s'opposera au vote de cette loi. Un test décisif sur la question du blasphème sera la décision de la Cour Suprême sur le jugement ayant condamné la chrétienne Asia BIBI à la peine de mort. Après des années de tergiversations, la Cour a finalement examiné le recours de la chrétienne. Le Président de la Cour a annoncé que la Cour avait pris sa décision mais ne la rendra publique que quand elle le jugera opportun. La mouvance islamique avec à sa tête le Tehreek-i-Labaïk se mobilise en exigeant l'exécution immédiate d'Asia BIBI. Des manifestations importantes ont déjà eu lieu, le 12 octobre, à Lahore et dans plusieurs villes du pays. Que se passera-t-il si, comme la rumeur l'insinue, Asia BIBI est acquittée et comment réagira le Gouvernement ? Ce sera la première épreuve décisive du gouvernement d'Imran Khan.

## Conclusion

Trois mois après l'élection d'Imran Khan, une certaine déception de la population est visible. Les résultats des élections partielles du 14 octobre, qui ont été évoqués plus haut, en témoignent : très faible participation électorale et perte de quelques circonscriptions qui avaient donné leurs voix à un candidat du PTI lors des élections législatives de juillet. En particulier, sur les 4 circonscriptions qui avaient voté pour Imran Khan et dont il s'était désisté, deux ont été récupérés par l'opposition. La presse est de plus en plus critique à l'égard d'Imran Khan et une des expressions qui revient souvent est « spécialiste de la volte-face » (*a flip-flop Prime minister*). En effet, le Premier ministre oscille sans cesse, dans ses discours, entre son style traditionnel de campagne marqué par des promesses irréalistes, les affirmations tranchées souvent plus qu'approximatives, les insultes contre tous ceux qui s'opposent à lui et la recherche d'une expression plus adaptée à la fonction qu'il occupe aujourd'hui. Pour le moment, sa position est encore solide. Il continue à bénéficier d'une réelle popularité et l'armée le soutient résolument. Mais, si la contradiction entre les faits et les mots, les revirements soudains et inexplicables de position et une gouvernance aussi critiquable, si ce n'est plus, que celle de ces prédécesseurs ne sont pas corrigés rapidement, il lui sera difficile d'échapper à une crise politique dont le Pakistan n'a vraiment pas besoin.

O. Louis